



Salaire et conditions de travail

Convention collective de travail concernant la reconnaissance de l'ancienneté barémique

CCT 28.02.2001

Vu l'accord avec le non-marchand" du 29 juin 2000, entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni de la Commission communautaire commune, le Collège de la Commission communautaire française, le Collège de la Commission communautaire flamande et les représentants des travailleurs et des pouvoirs organisateurs.

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des institutions ressortissant à la sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, subventionnées par la région de Bruxelles-Capitale et/ou par la Commission communautaire française et/ou par la Commission communautaire commune.

Il y a lieu d'entendre par travailleurs : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

ARTICLE 2

Pour la détermination de l'ancienneté barémique du travailleur, sont pris en compte les jours de travail ainsi que les jours assimilés acquis par le travailleur dans le cadre d'un emploi à plein temps ou à temps partiel, au sein des institutions et des services qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire des services de santé, la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, la Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement, la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux et la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel et les secteurs correspondants des services publics.

Pour les ouvriers et pour le personnel administratif et comptable, lorsque l'employeur ou les employeurs auprès duquel (desquels) tout ou partie de l'ancienneté a été acquise ressortit(tissent) à une autre commission paritaire, que ceux mentionnées ci-dessous, ces jours de travail et les jours assimilés sont également pris en compte avec un limite de 10 ans.

Chaque travailleur occupé à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, verra son ancienneté révisée selon ce qui précède, et ce sans rétroactivité pécuniaire.

ARTICLE 3

Par les jours de travail mentionnés à l'article 2, l'on entend :

- tous les jours faisant partie d'une période couverte par un contrat de travail dans le sens de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, ou d'une prestation en régime de droit public (Moniteur belge du 22 août 1978);
- les jours de travail effectivement prestés.
- les jours de travail comme définis à l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (e.a. jours fériés légaux, jours de vacances, jours de salaire garanti, petits chômages, congé-éducation).



- les samedis, les dimanches, les jours de vacances et les jours fériés ainsi que les jours de récupération.

ARTICLE 4

Aucune distinction n'est faite entre les prestations à temps partiel et les prestations à plein temps pour la détermination de l'ancienneté barémique. Indépendamment du statut des travailleurs sous lequel elles sont effectuées, toutes les prestations sont assimilées aux jours de travail comme visés à l'article 3.

ARTICLE 5

Les parties conviennent explicitement que les avantages accordés par la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Collège de la Commission communautaire française exécutent intégralement, chacun pour ce qui le concerne, le point 6, alinéa 1^{er} de l'accord du 29 juin 2000.

Le refus de la prise en charge ou la prise en charge tardive des coûts par un pouvoir subsidiant signataire de l'accord du 29 juin 2000 ne peut donner lieu à la non exécution ou à l'exécution tardive de la présente convention collective dans les institutions subventionnées par un autre pouvoir subsidiant signataire de cet accord. Les parties conviennent également d'informer ces mêmes autorités publiques de la bonne exécution de la présente convention.

ARTICLE 6

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois notifié par courrier recommandé au président de la Souscommission paritaire pour les établissements et les services de santé.

26-07-2001

26-07-2001

58161

/C0/305.c

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE
POUR LES ETABLISSEMENTS ET
LES SERVICES DE SANTE**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU
28 FEVRIER 2001**

**HARMONISATION DES BARÈMES ET
CONCORDANCE DES FONCTIONS.**

Vu l' « accord cadre pour le secteur non-marchand wallon 2000-2006 » du 16 mai 2000, entre le Gouvernement wallon et les représentants des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des institutions ressortissant à la sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, subventionnées par la Région Wallonne, à savoir : Plannings familiaux, Centres de Service Social, Services de Santé Mentale, Centre de Coordination de Soins et Services à domicile.

Il y a lieu d'entendre par travailleurs le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 2

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par « barèmes de référence » les barèmes en vigueur au 1^{er} juillet 2000 dans les institutions ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les hôpitaux privés, indexés. Ces barèmes sont repris à 100 % en annexe 1^{re} de la présente convention.

Article 2bis

Tous les salaires et traitements mentionnés en annexe 1^{re} de la présente convention collective de travail ainsi que le salaire minimum garanti mentionné aux articles 7 et 8 de la convention, ainsi que les salaires et traitements effectivement payés, sont liés à l'indice des prix à la consommation du Royaume, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Ils sont considérés comme étant en corrélation avec l'indice pivot 102,02 (base 1988). Ils seront rattachés, tels qu'ils seront établis à une date déterminée, à l'indice-pivot y applicable à cette date selon l'article 5 de la loi

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE
GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -
DIENSTEN**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN
28 FEBRUARI 2001**

**HARMONISERING VAN DE LOONSCHALEN EN
OVEREENSTEMMING TUSSEN DE FUNCTIES.**

Gelet op het "akkoord met de non-profit" van 16 mei 2000, tussen de regering van het Waals Gewest en de vertegenwoordigers van de werknemers en van de inrichtende machten.

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de instellingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, en die gesubsidieerd worden door het Waals Gewest, namelijk : gezinsplanning, centra voor maatschappelijk werk, diensten voor geestelijke gezondheidszorg, centra voor coördinatie thuiszorg.

Onder werknemers dient verstaan, het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 2

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "referentieloonschalen" verstaan, de loonschalen geldend op 1 juli 2000 in de instellingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de privé-ziekenhuizen, geïndexeerd. Deze barema's zijn opgenomen aan 100 % in bijlage 1 van deze overeenkomst.

Artikel 2bis

Al de lonen en wedden zoals opgenomen in bijlage 1 bij deze collectieve arbeidsovereenkomst alsook het gewaarborgd minimumloon vermeld in artikels 7 en 8 van deze overeenkomst, evenals de werkelijk uitbetaalde lonen en wedden, worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk, overeenkomstig de modaliteiten welke zijn vastgesteld bij wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen opgelegd aan de zelfstandigen.

Zij worden beschouwd als zijnde in overeenstemming met het spilindexcijfer 102,02 (basis 1988). Zij zullen worden gekoppeld, zoals zij op een bepaalde datum zullen worden vastgesteld, aan het spilindexcijfer dat er op dezelfde datum

susmentionnée.

Chaque fois que la moyenne des indices quadrimestriels des prix à la consommation de deux mois consécutifs atteint l'un des indices-pivots ou est ramenée à l'un d'eux, les salaires et traitements rattachés à l'indice-pivot 102,02 sont calculés à nouveau en les affectant du coefficient 1.02n, « n » représentant le rang de l'indice-pivot atteint.

Pour le calcul du coefficient 1,02n, les fractions de dix millièmes d'unité sont arrondies aux dix millièmes supérieur ou négligées, selon qu'elles atteignent ou non 50 % d'un dix millième.

Par indice-pivot, il faut entendre les nombres appartenant à une série dont le premier est 102,02 et dont chacun des suivants est obtenu en multipliant le précédent par 1,02 ; les fractions de centième de point étant arrondies au centième de point supérieur ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 50 % d'un centième.

Chacun de ces indices-pivots est désigné par un numéro de suite indiquant son rang, le n°1 désignant l'indice-pivot qui suit l'indice 102,02.

L'augmentation ou la diminution des salaires et traitements est appliquée à partir du deuxième mois qui suit la fin de la période de deux mois pendant laquelle l'indice quadrimestriel moyen atteint le chiffre qui justifie une modification.

Article 3

Les parties conviennent d'aligner progressivement les salaires et traitements en vigueur à la date de signature de la présente convention sur les *barèmes de référence*.

Cet alignement se fera en cinq ans, par tranches de 20 %, les cinq augmentations intervenant les 1^{er} octobre 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004, compte tenu des barèmes de référence en date du 1^{er} septembre précédent.

Article 4

Pour l'application de l'article 3 de la présente convention collective de travail, les parties se réfèrent au tableau suivant :

op van toepassing is, overeenkomstig artikel 5 van voornoemde wet.

Telkens het gemiddelde van de viermaandelijke indexcijfers van de consumptieprijzen van twee opeenvolgende maanden een van de spilindexen bereikt of erop wordt teruggebracht, worden de lonen en de wedden gekoppeld aan het spilindexcijfer 102,02 herberekend door er de coëfficiënt 1,02n op toe te passen, waarin "n" de rang van het bereikte spilindexcijfer vertegenwoordigt.

Voor het berekenen van de coëfficiënt 1,02n worden de breuken van een tienduizendste van een eenheid afgerond tot het hogere tienduizendste of weggelaten, naargelang zij al dan niet 50 % van een tienduizendste bereiken.

Onder spilindexcijfers moeten worden verstaan de getallen behorend tot een reeks waarvan de eerste 102,02 is, en elk van de volgende wordt bekomen door het voorgaande te vermenigvuldigen met 1,02, waarbij de delen van honderdsten van een punt worden afgerond op het naasthogere honderdste of worden verwaarloosd, naargelang zij al dan niet 50 % van een honderdste bereiken.

Elk van deze spilindexcijfers wordt aangeduid door een volgnummer dat zijn rang aanduidt, waarbij 1 het spilindexcijfer aanduidt dat volgt op het indexcijfer 102,02.

De verhoging of vermindering van de lonen en wedden wordt toegepast vanaf de tweede maand welke volgt op het einde van de periode van twee maanden tijdens welke het viermaandelijks gemiddeld indexcijfer het cijfer bereikt dat een wijziging rechtvaardigt.

Artikel 3

De partijen komen overeen om de lonen en wedden die gelden op de datum van ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst progressief aan te passen aan de *referentieloon schalen*.

Deze aanpassing zal gebeuren over een periode van vijf jaar, in tranches van 20 %. De vijf verhogingen zullen gebeuren respectievelijk op 1 oktober 2000, 2001, 2002, 2003 en 2004, rekening houdend met de referentieloon schalen op datum van 1 september voorgaande.

Artikel 4

Voor de toepassing van artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst steunen de partijen op de volgende tabel :

Dénomination	Benaming	Overeenstemmende loonschaal in 305.01 <i>Barème correspondant en 305.01</i>
A) Personnel de statut « employé »	A) Personeel met "bediendenstatuut"	
<i>Personnel de Direction</i>	<i>Directiepersoneel</i>	
<i>Directeur -Coordinateur :</i>	<i>Directeur - coördinator</i>	1/80

<i>Personnel administratif</i>	<i>Administratief personeel</i>	
<i>Licencié</i>	<i>Licentiaat</i>	1/80
<i>Gradué</i>	<i>Gegradueerde</i>	1/55 – 1/61 – 1/77
<i>Secrétaire de direction non gradué</i>	<i>Niet-gegradueerde directiesecretaris</i>	1/39
<i>Rédacteur</i>	<i>Opsteller</i>	1/50
<i>Commis</i>	<i>Klerk</i>	1/26
<i>Rédacteur comptable</i>	<i>Rekenplichtige opsteller</i>	1/31
<i>Personnel psycho - médico - social</i>	<i>Psychologisch, medisch en sociaal personeel</i>	
<i>Licencié</i>	<i>Licentiaat</i>	1/80
<i>Assistant Social en Chef</i>	<i>Hoofd Sociaal Assistent</i>	1/78s
<i>Infirmier en santé communautaire (« infirmier social »)</i>	<i>Sociaal verpleegkundige (“Verpleegkundige communautaire gezondheid”)</i>	1/55 – 1/61 – 1/77 (+ 2 jaar)
<i>Gradué avec spécialisation (ex. spécialisé en psychiatrie)</i>	<i>Gegradueerde met specialisatie (b.v. gespecialiseerd in psychiatrie)</i>	1/55 – 1/61 – 1/77 (+ 2 jaar)
<i>Assistant Social</i>	<i>Sociaal Assistent</i>	1/55 – 1/61 – 1/77
<i>Coordinateur de services et de soins à domicile</i>	<i>Coördinator van diensten en thuisverzorging</i>	1/55 – 1/61 – 1/77
<i>Infirmier gradué</i>	<i>Gegradueerde verpleger</i>	1/55 – 1/61 – 1/77
<i>Gradué, conseiller conjugal, médiateur, accueillant, animateur ou compétences acquises par l'expérience, et agréées comme telles par le pouvoir subsidiant</i>	<i>Gegradueerde, adviseur voor huwelijksproblemen, bemiddelaar, onthaalpersoneel, animator of bevoegdheden verworven door ervaring en als zodanig erkend door de subsidiërende overheid</i>	1/55 – 1/61 – 1/77
<i>Infirmier breveté</i>	<i>Gebrevetteerde verpleger</i>	1/43 – 1/55
<i>Educateur classe II</i>	<i>Opvoeder klasse II</i>	1/43 – 1/55
<i>Assistant soins hospitaliers</i>	<i>Ziekenhuishelp(st)er</i>	1/40 – 1/57
<i>Aide-sanitaire</i>	<i>Sanitaire help(st)er</i>	1/35
<i>Puériculteur</i>	<i>Kinderverzorger</i>	1/35
<i>Personnel logistique</i>	<i>Logistiek personeel</i>	
<i>Agent gestionnaire technique</i>	<i>Technisch beheersbediende</i>	1/54
<i>Idem avec titre de spécialisation requise</i>	<i>Idem met vereiste specialisatie</i>	1/59
<u>B) Personnel de statut « ouvrier »</u>	<u>B) Werkliedenpersoneel</u>	
<i>Ouvrier non qualifié</i>	<i>Ongeschoolde arbeider</i>	1/12
<i>Ouvrier qualifié</i>	<i>Geschoolde arbeider</i>	1/22
<i>Ouvrier polyvalent</i>	<i>Polyvalente arbeider</i>	1/30

Article 5

La présente convention collective de travail ne porte pas atteinte aux droits des travailleurs à la date de sa signature. Sa juste application requiert que toutes subventions supplémentaires accordées au bénéfice des travailleurs en vertu de l'« accord avec le non-marchand » et de ses modalités d'application leur soient intégralement allouées.

Article 6

§ 1. Les parties conviennent explicitement que les avantages accordés par la présente convention collective de travail ne

Artikel 5

Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan de rechten die de werknemers bezitten op de datum van haar ondertekening. De rechtvaardige toepassing ervan vereist dat alle bijkomende toelagen ten voordele van de werknemers, bij toepassing van het “akkoord met de non-profit” en de toepassingsmodaliteiten ervan, hen ook integraal worden toegekend.

Artikel 6

§ 1. De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen vervat in deze collectieve arbeidsovereenkomst

seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le Gouvernement de la région Wallonne exécute intégralement l'accord du 16 mai 2000 et octroie les moyens de le réaliser.

§ 2. Elles conviennent également d'informer la Région Wallonne des conditions d'exécution de la présente convention.

§ 3. A titre transitoire, les parties conviennent que l'ajustement des barèmes se réalisera dans les six semaines du versement de la subvention correspondante par la Région Wallonne.

Article 7 Salaire minimum garanti

A partir du 1^{er} janvier 2001 le salaire minimum garanti, avec liquidation à 100 %, du personnel ouvrier âgé de 21 ans ou plus est fixé à un montant de base annuel de 513.786 F. Ce chiffre correspond à un montant de salaire mensuel de 42.815 F. et à un montant de salaire horaire de 260,01F.

Article 8

A partir du 1^{er} janvier 2001 le salaire minimum garanti, avec liquidation à 100 %, du personnel administratif, paramédical et technique et soignant et infirmier âgé de 21 ans ou plus est fixé à un montant de base annuel de 513.786 F. Ce chiffre correspond à un montant de salaire mensuel de 42.815 F. et à un montant de salaire horaire de 260,01 F.

Article 9

Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessus, se rapportent à cette convention collective de travail. Pour les montants exprimés en euros dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en francs belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de cette convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

	EUR	BEF	
	Article 7	Artikel 7	
	12.736,42	513.786,00	
	1.061,36	42.815,00	
	6,45	260,01	
	Article 8	Artikel 8	
	12.736,42	513.786,00	
	1.061,36	42.815,00	
	6,45	260,01	

Article 10

Pour la période comprise entre la mise en application de la présente convention collective de travail et le 31 décembre 2001, les tableaux en euros repris en annexe 1^{re} sont remplacés par les tableaux en francs belges repris en annexe 2.

slechts effectief zullen worden toegekend aan de werknemers voor zover de regering van het Waals Gewest het akkoord van 16 mei 2000 uitvoert en de daartoe nodige middelen geeft.

§ 2. De partijen komen eveneens overeen deze overheden in te lichten over de goede uitvoering van deze overeenkomst.

§ 3. Als overgangsmaatregel, komen de partijen overeen dat de aanpassing van de barema's zal uitgevoerd worden binnen de zes weken na de storting van de overeenkomstige toelage door het Waals Gewest.

Artikel 7 Gewaarborgd minimumloon

Het gewaarborgd minimumloon, met vereffening aan 100%, van het werklidenpersoneel van 21 jaar of ouder wordt vanaf 1 januari 2001 vastgesteld op een jaarlijks basisbedrag van 513.786 F. Dit cijfer stemt overeen met een maandbedrag van 42.815 F. en met een uurloonbedrag van 260,01 F.

Artikel 8

Het gewaarborgd minimumloon, met vereffening aan 100 %, van het administratief, technisch en paramedisch en verzorgend en verplegend personeel van 21 jaar of ouder wordt vanaf 1 januari 2001 vastgesteld op een jaarlijks basisbedrag van 513.786 F. Dit cijfer stemt overeen met een maandbedrag van 42.815 F. en met een uurloonbedrag van 260,01 F.

Artikel 9

De artikelen en of de onderdelen ervan die in de eerste rij en de eerste en vierde kolom van de volgende rijen van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst. Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

Artikel 10

Voor de periode vanaf de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 gelden in de plaats van de in bijlage 1 bijgevoegde tabellen van bedragen in euro, de in bijlage 2 bijgevoegde tabellen van bedragen in Belgische frank.

Article 11

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} octobre 2000. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois notifié par courrier recommandé au président de la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, qui en informe les parties signataires.

Artikel 11

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Zij treedt in werking op 1 oktober 2000 en kan worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, betekend door middel van een aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die er de ondertekenende partijen van op de hoogte brengt.